



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 11/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENTREPRISE MARTIN**

ZI Croix de Metz  
533, rue des Etats Unis  
54200 Toul

Références : 2025\_0973  
Code AIOT : 0006204554

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement ENTREPRISE MARTIN implanté 533 RUE DES ETATS-UNIS ZONE INDUSTRIELLE DE LA CROIX DE METZ 54200 TOUL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPRISE MARTIN
- 533 RUE DES ETATS-UNIS ZONE INDUSTRIELLE DE LA CROIX DE METZ 54200 TOUL
- Code AIOT : 0006204554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Production de charpentes industrielles et traditionnelles, éléments d'ossature bois : traitement du bois - sciage - assemblage.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	Demande d'action corrective	3 mois
5	surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 8.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
14	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 8.1.1	Sans objet
2	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65	Sans objet
4	surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 4.3.7	Sans objet
6	surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 4.3.7	Sans objet
8	contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
9	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
11	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
12	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
13	Formation du	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	personnel	article 56	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence 3 non-conformités qui appellent des actions correctives de la part de l'exploitant, à propos de la surveillance de la fin des travaux par points chauds et le programme d'autosurveillance des eaux superficielles et souterraines auquel il est tenu.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, qualité des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux souterraines sont surveillées grâce à l'implantation d'un piézomètre amont et deux piézomètres aval hydraulique par rapport à l'atelier de traitement de bois. Les analyses seront réalisées semestriellement et porteront en particulier les composés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; niveau piézométrique</li> <li>&gt; propiconazole</li> <li>&gt; tebuconazol</li> <li>&gt; cyperméthrine</li> <li>[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède chaque année à une mesure en basses eaux (octobre) et hautes eaux (avril), sur 3 piézomètres (Pz9, Pz4 et Pz3) des 3 premiers paramètres prescrits et de la perméthrine qui a été intégré au suivi en 2017, lorsque cette substance s'est substituée à la cyperméthrine dans le produit de traitement mis en œuvre au sein de l'installation en 2017.</p> <p>L'exploitant a présenté un bilan du suivi depuis 2008 des eaux souterraines, dont le dernier résultat correspond à la mesure du 17/04/2025, et qui comporte pour chaque exercice deux analyses.</p> <p>Il ressort de bilan que la somme des 3 substances visées par la prescription et de la cyperméthrine, dite CPTPe est, depuis 2020, inférieure à la limite de qualité des eaux brutes prescrite par l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et référence de qualité des eaux brutes [...], qui est fixée à 5 µg/L pour la somme des pesticides, catégorie de substances dont relève celles visées par la prescription objet du point de contrôle, tant en amont (Pz9) qu'en aval de l'installation (Pz3 et Pz4).</p> <p>En particulier, l'analyse du 17/04/2025, présente les résultats suivants :</p> <p>Pz9 (amont) : CPTPe &lt; 0,21 µg/L ;</p> <p>Pz3 (aval proche) : CPTPe = 0,61 µg/L ;</p> <p>Pz4 (aval) : CPTPe = 0,84 µg/L.</p> <p>L'inspection a constaté le respect du cadre de la surveillance des eaux pluviales auquel est tenu l'exploitant (fréquence, paramètres mesurés et nature des ouvrages de prélèvement).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 2 : surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, cadre de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Surveillance des eaux souterraines hors contexte de pollution.</p> <p>I.-Sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement), l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une des rubriques suivantes et selon la nature et le seuil mentionnés dans le tableau ci-dessous :</p> <p>rubrique 3700 - produit de traitement du bois [...]</p> <p>respecte les dispositions suivantes :</p> <p>1° Une surveillance des eaux souterraines [...] est mise en place.</p> <p>2° [...] Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :</p> <p>&gt; la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 29/04/2024, l'exploitant a sollicité le préfet pour faire évoluer le cadre de la surveillance des eaux souterraines, auquel il est tenu par l'article 8.1.1 de son arrêté d'autorisation n° 2005-160 du 12/06/2006 modifié, et auquel il s'astreint depuis 2008.</p> <p>La sollicitation de l'exploitant est motivée par les actions correctives qu'il a mises en œuvre depuis cette date et la concentration en substances chimiques suivies, lesquelles sont faibles désormais (voir point de contrôle dédié). L'exploitant sollicite en particulier une adaptation de la fréquence.</p> <p>L'arrêté ministériel du 02/02/1998 - article 65, qui s'impose vis-à-vis de la prescription préfectorale , prescrit notamment que pour les installations de traitement du bois relevant de la rubrique 3700, soit mis en œuvre une surveillance des eaux souterraines :</p> <p>&gt; hors contexte de pollution ;</p> <p>&gt; dont la fréquence est d'au moins deux analyses annuelles, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.</p> <p>Aussi ne peut-il être donné une suite favorable à cette sollicitation, le suivi étant intrinsèque à l'activité de l'exploitant et le suivi appelant une évaluation de la situation entre les hautes et basses eaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, ouvrages de prélèvement

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Surveillance des eaux souterraines hors contexte de pollution.</p> <p>I.-Sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 214-6 du code de l'environnement), l'exploitant d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une des rubriques suivantes et selon la nature et le seuil mentionnés dans le tableau ci-dessous :</p> <p>rubrique 3700 - produit de traitement du bois [...]</p> <p>respecte les dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 3 piézomètres mis en œuvre par l'exploitant ne sont pas renseignés dans la banque du sous-sol du BRGM.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu que l'exploitant fasse la déclaration des piézomètres du suivi auprès du BRGM, via le téléservice dédié :</p> <p><a href="https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/#/">https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/#/</a></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : surveillance des eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 4.3.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, convention de rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales, collectées de manière séparatives, sont évacuées conformément à un arrêté en cours de validité délivré par la collectivité locale en charge de l'assainissement, autorisant l'exploitant à déverser les eaux pluviales de son établissement dans le réseau séparatif de la collectivité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la convention de rejet établie avec la communauté de communes des terres toulouses, laquelle accepte le rejet des effluents générés par l'installation. Cette convention</p>

a été établie le 20/11/2020 pour une durée de 10 ans. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : surveillance des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, fréquence de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  La qualité des eaux pluviales au niveau de l'ensemble des exutoires, avant rejet dans le réseau d'assainissement de la collectivité est contrôlé semestriellement lors d'événements pluvieux [...].
<b>Constats :</b>  S'agissant des eaux pluviales, l'installation est équipée d'un point de rejet localisé aux coordonnées suivantes : X = 914792 / Y = 6848529 (L93m). Les rejets font l'objet d'une analyse annuelle. L'exploitant a précisé avoir retenu cette fréquence puisque c'est celle attendue par le gestionnaire du réseau d'assainissement, qui est consignée dans la convention de rejet qui autorise la prise en charge de ces effluents. Si la convention de rejet a pour objet de s'assurer de la capacité du gestionnaire à prendre en charge les rejets, les éventuelles mesures de contrôles qui y sont précisées ne se substituent pas à celles prescrites dans l'arrêté préfectoral pris au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, qui autorise les activités de l'établissement et à ce titre réglemente en particulier ses rejets. Aussi la fréquence de contrôle qui s'impose à l'exploitant est semestrielle.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu que l'exploitant procède à partir de 2026 à deux analyses de ces rejets d'eaux pluviales par an, pour autant il lui appartient de solliciter le préfet en vue d'une adaptation de cette fréquence, en lien avec les enjeux du site et les équipements de traitement et de confinement dont il dispose.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : surveillance des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2006, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, qualité des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : > pH : 7,9

<p>&gt; MES : 100 mg/L</p> <p>&gt; DCO : 300 mgO<sub>2</sub>/L</p> <p>&gt; DBO<sub>5</sub> : 100 mg/L</p> <p>&gt; HCT : 10 mg/L</p> <p>&gt; somme des composés organiques halogénés (AOX et EOX) : 1mg/L</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier bulletin d'analyse de la qualité des eaux pluviales qu'il rejette, consécutivement à un prélèvement effectué sur 24h par temps de pluie, du 18 au 19/11/2024.</p> <p>Au titre des composés organiques halogénés (absorbables - AOX et ou extractibles - EOX) sont suivis 7 PCB ainsi que les substances chimiques de cette catégorie qui compose le mélange de traitement du bois mis en oeuvre actuellement et présentes dans ces formulations antérieures. Il s'agit de : la cyperméthrine, la perméthrine, le propiconazole et le tebuconazole. Ces paramètres font l'objet d'une caractérisation individuelle lors de l'analyse conduite par l'exploitant.</p> <p>Le bulletin d'analyse présenté fait état des résultats suivants :</p> <p>&gt; pH : 7,9</p> <p>&gt; MES : 16 mg/L</p> <p>&gt; DCO : 34 mgO<sub>2</sub>/L</p> <p>&gt; DBO<sub>5</sub> : 4 mg/L</p> <p>&gt; HCT : 0,2 mg/L</p> <p>&gt; cyperméthrine : &lt; 0,020 µg/L</p> <p>&gt; perméthrine : 0,609 µg/L</p> <p>&gt; propiconazole : &lt; 0,002 µg/L</p> <p>&gt; tebuconazole : 2,498 µg/L</p> <p>&gt; somme des 7 PCB suivis : &lt; 0,005 µg/L</p> <p>Il ressort de ce bulletin d'analyse que la somme des composés organiques halogènes caractérisés, à savoir les 7 PCB et les 4 substances entrant dans la composition du mélange, est inférieure à 1 mg/L.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : autosurveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, transmission des résultats via GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose d'un cadre d'autosurveillance dans l'outil GIDAF concernant la qualité des</p>



eaux souterraines (constitué de trois piézomètres), et celle des eaux pluviales (constitué d'un point de rejet). L'exploitant ne fait pas usage de l'outil GIDAF pour la transmission de ses résultats.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu que l'exploitant saisisse les résultats de l'autosurveillance qu'il a conduit depuis le 01/01/2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : contrôle de recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.  « L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.  « L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.  « Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »
<b>Constats :</b>  L'autosurveillance à laquelle est tenu l'exploitant comporte au moins une mesure annuelle (qualité des eaux souterraines et rejets d'eaux pluviales), aussi l'installation est-elle visée par le contrôle de recalage. Néanmoins, les prélèvements et leurs résultats sont confiés à un laboratoire agréé. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Identification des zones à risque**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.  Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan général des ateliers et des stockages, qui présente les zones de dangers identifiées. Les risques identifiés sont l'incendie, le risque électrique, ainsi que des zones d'atmosphères explosives (vapeurs, poussières, gaz). L'inspection a constaté la mise à disposition d'un livret d'accueil pour les secours à l'entrée de l'installation qui contient un plan et des consignes particulières relatives aux différentes zones à risques. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une

intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté l'existence et l'affichage des consignes prescrites. En particulier l'affichage a été constaté dans l'atelier de traitement du bois et celui de maintenance, ainsi que sur les fiches de poste de la machine K2. Les consignes vues sont conformes à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...]  Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan de prévention qu'il met en œuvre lorsqu'il fait intervenir un prestataire extérieur, qui prévoit que soit déclinés les différents éléments attendus par la prescription. L'exploitant établit chaque année environ 15 plans de prévention. Le dernier plan de prévention a été établi le 01/09/2025 pour la réfection d'une passerelle métallique. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Travaux et sous traitance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] 

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<b>Constats :</b>  Le recours à la sous-traitance par une entreprise extérieure est une situation qui s'est présentée par le passé au sein de l'installation. L'exploitant a précisé qu'en pareil cas un plan de prévention est établi avec le sous-traitant. Ce cas de figure est consigné parmi les consignes générales internes relatives à la conclusion d'un plan de prévention. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b>  Les employés sont formés annuellement au risque incendie, il reçoivent une formation d'équipier de première intervention, suite à laquelle il sont notamment en capacité de manœuvrer les moyens de lutte et de confinement des eaux d'extinction. La dernière formation a été dispensée le 11/02/2025 à 27 employés. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Surveillance fin de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fin de travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
<b>Constats :</b>

<p>Le plan de prévention de l'exploitant ne prévoit pas la consignation d'éléments relatifs à la fin des travaux. L'exploitant ne dispose pas de registre dans lequel les fins de travaux sont consignés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu que l'exploitant mette en œuvre une procédure destinée à consigner que la vérification de la fin des travaux a été réalisée, et que les doutes sont levées quant à la persistance de risques liés au travaux qui ont eu cours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>